son apparition et réduisit les Indiens à un bien triste sort. Cette situation n'était certes pas favorable au peuplement discipliné de la région. Vers cette époque également, une Commission de la frontière internationale était à établir la ligne de démarcation de la partie occidentale de la frontière internationale.

Bref, c'était une période pénible pour le Dominion naissant: les incursions des Feniens avaient mis le Trésor à forte contribution, l'avenir du chemin de fer qu'on projetait d'aménager, à un coût énorme, d'un bout à l'autre du continent était encore obscur, les nouvelles provinces de Manitoba et de Colombie-Britannique étaient en voie d'organisation, le commerce passait par une crise aiguë et les revenus étaient limités.

Alarmé des rapports constants de dérèglement et de désordre, le gouvernement fédéral chargea un officier d'étudier la situation. Celui-ci signala que le Nord-Ouest tout entier était "sans loi, ni ordre ni sécurité pour la vie ou la propriété" et recommanda: a) la nomination d'un magistrat ou commissaire civil comme il en existait en Irlande et dans l'Inde; b) l'organisation d'un corps bien équipé de 100 à 150 hommes dont le tiers seraient montés; c) l'établissement de plusieurs postes du gouvernement; et d) l'extinction, en vertu d'un traité, des titres des Indiens aux terres et autres biens essentiels.

L'officier commandant de la Milice canadienne fut envoyé en mission de reconnaissance dans l'Ouest. A son tour, il déclara "qu'il n'y avait pas lieu d'organiser une force militaire considérable, mais que la présence d'un certain corps disciplinaire était indispensable, pour assurer la sécurité du pays et empêcher l'effusion de sang et maintenir l'ordre".

Création de la Royale gendarmerie à cheval du Nord-Ouest.—Le 23 mai 1873, six ans après la Confédération, le Parlement fédéral autorisait la création de la Royale gendarmerie à cheval du Nord-Ouest. Il avait d'abord été décidé de désigner ce corps du nom de "Fusiliers montés" mais, comme suite à certaines propositions qu'il avait reçues, sir John A. Macdonald, alors premier ministre, raya ces mots d'un trait de plume pour les remplacer par "Gendarmerie à cheval". Le projet prévoyait le recrutement d'hommes âgés de 18 à 40 ans, solides, bons cavaliers, énergiques, de constitution robuste et de bonne réputation. Le commandement devait se diviser en troupes et l'officier commandant, se nommer "Commissaire" et avoir le grade de lieutenant-colonel. La période d'engagement devait être d'au moins trois ans. Cette force devait constituer un corps semi-militaire dont la mission immédiate était d'enrayer le trafic des boissons enivrantes chez les Indiens, de gagner le respect et la confiance de ceux-ci, de leur faire perdre leurs vieilles habitudes à force de tact et de patience, de percevoir les droits douaniers et de remplir toutes les fonctions d'un corps policier. Une loi adoptée en 1874 interdit l'importation et la fabrication des boissons enivrantes dans le Nord-Ouest et une commission pour les questions indiennes fut chargée de s'occuper de la négociation des traités et de politique générale.

L'effectif de la force devait être de 300 hommes, mais il fut décidé pour le moment de ne constituer que trois troupes de cinquante hommes chacune. Elles furent envoyées à l'automne de 1873 sur la route dite de Dawson, à partir de la tête du lac Supérieur. Elles atteignirent la rivière Rouge à la fin d'octobre et continuèrent jusqu'au fort Garry inférieur ou "Fort de pierre", à 20 milles en aval de Winnipeg.